

Contribution non officielle d'un membre de OMEXOM

Schéma décennal de développement du réseau de transport de RTE 2019

Date de la contribution : 04/06/2020

Question 1 : Pensez-vous que des améliorations devraient encore être apportées au processus de concertation mis en œuvre par RTE ?

Non, le processus semble suffisamment complet, des améliorations pourraient entraîner un alourdissement des démarches et de retarder les prises de décisions.

Question 2 : Avez-vous des remarques s'agissant des scénarios retenus et des hypothèses associées ?

Le scénario VOLT est le plus probable étant donné les freins actuels au développement des projets ENR. Le nucléaire continuera de peser lourd dans le panel de production.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la cohérence globale du TYNDP et du SDDR ?

Oui

Question 4 : La comparaison par RTE des hypothèses prises dans les scénarios des plans européen et français est-elle suffisamment claire ?

Oui les interconnexions sont bien intégrées.

Question 5 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la stratégie proposée par RTE de dimensionnement optimal du réseau avec un recours occasionnel aux limitations de production renouvelable ?

Oui

Question 6 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE de rendre systématique l'étude de l'ensemble des flexibilités y compris le stockage pour tous les projets de RTE ?

Cela risque d'augmenter les durées d'études et de réalisation des projets en retardant encore plus les mises en travaux.

Les objectifs fixés seront d'autant plus difficilement atteignables.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur (i) la nécessité de construire le cadre contractuel visant à permettre aux actifs de stockage de répondre aux besoins de réseau et (ii) la nécessité de publier les contraintes de réseau actuelles et estimées à moyen terme afin de transmettre des signaux économiques pertinents pour le développement de flexibilités là où elles sont les plus utiles ?

Oui, complètement d'accord. RTE devrait également pouvoir déployer des solutions de stockage pour flexibiliser les contraintes réseaux trop rigides sur certains secteurs (péninsules électriques).

Question 8 : En l'absence de mesures correctives, partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle la valeur tutélaire du carbone ne doit être utilisée par RTE que pour les émissions hors EU-ETS ?

Oui

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le recours à la technologie souterraine sur le réseau HTB1 doit être systématique dans certaines zones prioritaires identifiées dans le contrat de service public de RTE et analysé au cas par cas dans les autres cas ?

Contribution non officielle d'un membre de OMEXOM

Non, le recours systématique au souterrain ne doit pas être une solution si les coûts sont supérieurs à l'aérien, cela ne ferait qu'augmenter encore le coût du transport d'électricité.

Le souterrain doit être privilégié en zone urbaine et là où sa mise en oeuvre le rend compétitif comparé à l'aérien uniquement.

L'aérien reste quand même le plus simple techniquement et le moins coûteux financièrement.

Question 10 : Etes-vous, comme la CRE, favorable à la prise en compte de l'état patrimonial du réseau et de son utilisation dans la stratégie de renouvellement ?

Oui car cela permet d'optimiser la durée de vie des ouvrages à conditions que les visites d'inspection et les campagnes de maintenance soient réalisées à intervalles plus rapproché sinon cela aura pour conséquence de fragiliser le réseau.

Question 11 : Par ailleurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE sur les trois plans de renouvellement « corrosion », « PSEM » et « zéro-phyto » ?

Oui, le plan corrosion surtout est impératif vu l'état de vétusté avancé de toutes les lignes en façade littorale.

Question 12 : Partagez-vous l'approche de la CRE quant à la stratégie de numérisation du réseau envisagée par RTE ?

Oui les smart grids sont l'avenir des GRT.

Question 13 : Etes-vous, à l'instar de la CRE, favorable à cette approche séquentielle des projets d'interconnexion et aux priorités données aux différents projets ?

Non car il faut que la volonté politique soit mise en oeuvre de part et d'autre pour réaliser ces projets à tout prix. Sans volonté forte des états concernés, ces projets seront toujours reportés à plus tard et c'est le réseau européen et nos possibilités d'exporter qui en pâtiront.

La CRE n'a malheureusement pas d'autre choix que de rester réaliste et optimiste dans ses projections.

Question 14 : Etes-vous favorable, comme la CRE, aux principes d'anticipation des études et démarches administratives et de surdimensionnement des ouvrages à créer, afin d'anticiper les besoins de raccordement au-delà des S3REnR en cours, financés par les producteurs, dans le cadre des travaux liés aux S3REnR ?

Oui, c'est tout à fait logique que les demandeurs soient également les investisseurs de la mise à niveau du réseau. Le surcoût engendré devra être provisionné dans le budget de réalisation des investisseurs producteurs, à subventionner éventuellement par des fonds européens.

Question 15 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à une planification par l'État du développement et de la localisation des éoliennes en mer, et aux mesures d'optimisation des coûts identifiées par RTE ?

Oui, cela permettra de mieux cadrer les projets futurs.

Question 16 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la mise en place de signaux de localisation plus fins serait pertinente pour inciter les producteurs à mieux prendre en compte les coûts du réseau dans leurs décisions et, ainsi, pour minimiser les coûts globaux du système électrique ? Quelle typologie de signaux serait à même d'orienter plus efficacement l'équilibre global coûts de production / coûts de réseaux (maille, investissement/fonctionnement, etc.) ?

Question 17 : Avez-vous toute autre remarque à faire concernant le SDDR 2019 présenté par RTE ?

Privilégier l'aérien sur le réseau HTB1